



## L'attractivité de la France selon les responsables des sociétés étrangères installées en France

Principaux enseignements du sondage réalisé par Ipsos  
pour la 12<sup>ème</sup> édition des Etats de la France  
Novembre 2017

La douzième édition des Etats de la France se tient dans un contexte particulier, quelques mois après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République et l'obtention par *La République en Marche* d'une large majorité à l'Assemblée nationale. Pour mieux saisir le climat actuel et nourrir les réflexions lors de cet événement, les Etats de la France ont demandé à Ipsos de réaliser **un nouveau sondage sur l'image de la France auprès des responsables de sociétés étrangères implantées en France**. Un panel de 200 responsables d'entreprises de 250 salariés ou plus a été interrogé cette année. Dans quelle mesure l'élection d'Emmanuel Macron a-t-elle modifié l'image de la France auprès des maisons-mères ? La France est-elle enfin considérée comme un pays attractif par les dirigeants de ces entreprises ? Les premières mesures mises en place par le Gouvernement rencontrent-elles un écho positif auprès de ce public ? Eléments de réponse avec les principaux enseignements du sondage.

### L'image de la France dans les sièges des entreprises étrangères installées en France reste assez médiocre, mais elle s'améliore fortement depuis l'élection d'Emmanuel Macron

Selon les responsables d'entreprises internationales installées en France, **l'image de la France auprès de leurs sièges mondiaux reste assez négative** : seuls 44% pensent qu'elle est positive, contre 55% qui jugent qu'elle est n'est « *pas positive* ». Toutefois, cette image s'améliore : au total, elle a progressé de 23 points par rapport à 2014, et de 17 points par rapport à l'an dernier. Même si une légère embellie était déjà perceptible auparavant, l'élection d'Emmanuel Macron a donc marqué un tournant. De fait, **84% des responsables interrogés estiment que l'image de la France auprès de leurs sièges mondiaux s'est améliorée au cours des six derniers mois**, dont 28% qui pensent qu'elle s'est même « *beaucoup améliorée* ».

En effet, les maisons-mères des entreprises étrangères implantées en France **ont réagi de manière très positive aux résultats du scrutin présidentiel** : l'élection d'Emmanuel Macron a suscité de « *la satisfaction* » (16%), « *du soulagement* » (27%) et surtout « *de l'espoir* » (54%), alors que les sentiments négatifs sont presque totalement absents.

### L'attractivité de la France progresse très fortement depuis l'élection présidentielle

Les avis positifs sur l'attractivité de la France avaient déjà sensiblement progressé au cours des dernières années du mandat de François Hollande, passant de 23% en 2014 à 36% en 2016. Dans la foulée de l'élection d'Emmanuel Macron, ils doublent presque : **ce sont désormais 60% des chefs d'entreprise qui ont le sentiment que la France est un pays attractif pour les entreprises**, soit une hausse de 24 points en un an. Les dirigeants des très grandes entreprises de plus de 5000 salariés sont particulièrement enthousiastes, 81% jugeant la France attractive (+42 points en un an).

Quant aux 40% qui estiment toujours aujourd'hui que le pays n'est attrayant, **ils sont toutefois plus optimistes que jamais** : pour 98% (+14 points) d'entre eux, la France « *peut redevenir attractive pour les entreprises* » à l'avenir, 40% jugeant même qu'elle le peut « *certainement* ». Ils pensent très majoritairement (87%) que « *la France peut redevenir un pays attractif* » pendant la durée du mandat présidentiel, soit en moins de 5 ans, un chiffre en hausse de 21 points par rapport à l'an dernier.

A noter toutefois que l'élection présidentielle n'est pas le seul facteur explicatif de ce renforcement de l'attractivité française : ainsi, 56% des responsables estiment que le *Brexit* va avoir un impact positif sur l'attractivité du pays auprès de leur siège mondial, dont un sur cinq (19%) pour qui le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne aura « *certainement* » un impact positif.

## **Des premières mesures gouvernementales très bien perçues pour renforcer l'attractivité du pays**

L'alternance politique marquée par l'arrivée au pouvoir d'un dirigeant perçu comme jeune, dynamique et sortant des cadres politiques traditionnels a donc eu **un impact très net sur les dirigeants des entreprises étrangères implantées en France**, ce sentiment étant confirmé par les premières mesures du chef de l'Etat touchant à la fiscalité et au code du travail. En effet, **les responsables interrogés sont presque unanimes (95%) à penser que « les réformes engagées par le Gouvernement au cours des six derniers mois pour améliorer l'attractivité de la France vont dans le bon sens »**, seuls 3% étant d'un avis contraire. Là encore, ces niveaux sont particulièrement élevés par rapport à ceux enregistrés les années précédentes, qui oscillaient entre 56% et 71%. Et si un tiers des dirigeants (36%) pense malgré tout que le rythme des réformes n'est « *pas assez rapide* », ce chiffre recule de 54 points par rapport à l'an dernier, quand il atteignait 90%. A l'inverse, ce sont désormais 62% des responsables interrogés (+60 points) qui estiment que le rythme des réformes atteint un « *bon niveau* ».

Ces évolutions spectaculaires s'expliquent par **les nombreux chantiers engagés par le Gouvernement en faveur de l'attractivité de la France, notamment en matière de fiscalité et de normes**. Ainsi, plus de sept responsables d'entreprises internationales sur dix estiment que « *la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés* » (99%), « *la suppression d'une norme existante pour toute nouvelle norme votée* » (93%), le fait de « *s'en tenir aux obligations imposées par les normes européennes sans aller au-delà* » (81%), « *la transformation du CICE en baisse de charges* » (80%), « *la suppression de l'ISF et la création de l'IFI* » (74%) ou encore « *l'augmentation de la CSG et la suppression des cotisations salariales maladie et chômage* » (70%) auront un impact positif sur l'attractivité du pays. Au final, **seul « le report de la mise en place de l'imposition à la source » ne convainc pas**, car si 22% jugent que l'impact sera positif, 31% pensent qu'il sera négatif (et 47% qu'il n'aura « *pas vraiment d'impact* »). A noter par ailleurs que **l'impact de la politique gouvernementale n'est pas jugé positif qu'en termes d'attractivité** : ainsi, 55% des responsables pensent que **la réforme du code du travail aura pour conséquence « des créations d'emplois en France »**.

## **Un climat favorable à une augmentation des investissements en France**

Dans ce contexte très favorable, **près des trois quarts (72%) des responsables d'entreprises étrangères implantées en France pensent que leur maison-mère va investir davantage en France dans les années qui viennent** pour développer leurs activités dans le pays, et 15% jugent même cette perspective « *certaine* ». Là encore, la progression par rapport à 2014 est spectaculaire : +34 points. Les dirigeants travaillant dans des entreprises de service (75%, +32 points par rapport à 2014) et surtout dans des entreprises de 5000 salariés et plus (77%, +47 points) se montrent particulièrement optimistes. Ce climat favorable devrait donc avoir, dans les mois et les années à venir, des conséquences tangibles sur l'investissement en France.